La Confédération de Varsovie du 28 janvier 1573 : une politique de tolérance au service des privilèges nobiliaires

The confederation of Warsaw of 28 January 1573: a policy of toleration at the service of noble privilege

Laurent Tatarenko

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3761>

DOI : 10.4000/abpo.3761

ISBN : 978-2-7535-7536-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2018

Pagination : 9-23

ISBN : 978-2-7535-7491-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Laurent Tatarenko, « La Confédération de Varsovie du 28 janvier 1573 : une politique de tolérance au service des privilèges nobiliaires », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-1 | 2018, mis en ligne le 30 mars 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3761> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3761>

La *Confédération de Varsovie* du 28 janvier 1573 : une politique de tolérance au service des privilèges nobiliaires

Laurent TATARENKO

Docteur en histoire, professeur assistant à l'Institut de l'Europe
du Centre-Est (Lublin, Pologne)

Dans l'historiographie consacrée aux paix de religion et aux édits de tolérance, qui ont vu le jour dans l'Europe du XVI^e siècle, le texte de l'accord de 1573, connu sous le nom de *Confédération de Varsovie*, occupe une place singulière en raison de la nature même de l'acte et des principes qu'il instaure dans la pratique de l'État¹. Son importance est également mise en évidence par la chronologie puisque ce compromis a vu le jour peu après les événements de la Saint-Barthélemy, offrant en apparence un contre-exemple aux luttes confessionnelles survenues dans le royaume de France. Depuis les débats qu'il a suscités chez les contemporains et jusqu'à nos jours, le document a su s'assurer une renommée continue puisque, en 2003, il a même été inscrit sur le registre « Mémoire du Monde » de l'Unesco.

L'attention accordée à ce texte par les historiens explique que les articles de la *Confédération de Varsovie* et le contexte de leur rédaction aient fait l'objet de nombreuses études en Pologne et, dans une moindre mesure, à l'étranger². Pour autant, en raison du caractère laconique de certains passages, ces débats successifs laissent encore ouvertes certaines questions

1. Jerzy Kłoczowski rappelle ainsi que, contrairement aux autres cas, le document n'avait pas été concédé par un souverain mais avait été directement rédigé par les représentants de toute la noblesse de la République polono-lituanienne (ALEKSUN, Natalia *et al.*, *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004, p. 715).

2. Les travaux sur le document de 1573 et sa réception s'inscrivent en grande partie dans l'historiographie consacrée à la problématique de la « tolérance » en Pologne-Lituanie. Pour une présentation détaillée du sujet nous renvoyons le lecteur aux bibliographies proposées dans : BRÜNING, Alfons, *Unio non est unitas. Polen-Litauens Weg im konfessionellen Zeitalter (1569-1648)*, Weisbaden, Harrassowitz, 2008 et KEMPA, Tomasz, *Wobec Kontrreformacji : protestanci i prawosławni w obronie swobód wyznaniowych w Rzeczypospolitej w końcu XVI i w pierwszej połowie XVII wieku* [Face à la Contre-Réforme : protestants et orthodoxes dans la défense des libertés confessionnelles dans la République à la fin du XVI^e et dans la première moitié du XVII^e siècle], Toruń, Adam Marszałek, 2007.

importantes, en particulier au sujet de la valeur juridique de l'acte et de l'étendue sociale de la liberté de culte qu'il définissait. En d'autres termes, quelles étaient l'assise politique et les garanties accordées à cette prétendue tolérance et quelles étaient les couches de la population concernées par ce compromis ? Plutôt que de replonger dans les analyses terminologiques ou l'étude pointilleuse des débats préparatoires qui ont animé la Diète de convocation de janvier 1573, notre étude propose de scruter les usages faits de la *Confédération de Varsovie*, depuis sa promulgation jusqu'aux guerres du milieu du XVII^e siècle avant que la violence des affrontements ne bouleverse en profondeur les rapports entre les confessions concurrentes. De même, à l'intérieur de cette problématique se pose également la question de savoir par quels biais cette « paix de religion » a su fonctionner dans une situation d'extrême diversité confessionnelle, marquée pourtant là aussi par les disputes et les tensions entre les institutions religieuses. Pour examiner ces différents points, l'enquête invite à compléter l'image de la coexistence entre catholiques et protestants en mettant en lumière certains aspects apparemment secondaires à travers le cas des chrétiens orientaux qui ne sont apparus qu'à la marge dans l'acte de 1573. Par cette approche, il s'agit plus généralement d'évaluer jusqu'à quel point la Pologne-Lituanie a pu constituer une exception dans les pratiques de la tolérance à l'époque moderne et s'imposer comme un véritable modèle politique de pluralisme.

Un moment de rénovation politique

Comprendre la portée des négociations qui ont précédé l'élection d'Henri de Valois sur le trône polonais exige de revenir sur deux particularités d'une entité politique elle-même plurielle, formée du royaume de Pologne à proprement parler et de la grande-principauté de Lituanie³. Dans l'Europe du XVI^e siècle, elle constituait le second plus vaste ensemble territorial après la Moscovie, rassemblant deux systèmes institutionnels distincts, ayant chacun ses propres personnels administratifs. À partir de 1385, les monarchies polonaise et lituanienne se sont trouvées liées par l'union personnelle assurée par les souverains de la dynastie des Jagellon, avant d'être rassemblées, par l'Union de Lublin de 1569⁴, dans un seul État qui, par la suite, a été désigné par le terme de « République [*Rzeczpospolita*] ».

La première caractéristique remarquable de cet espace était la coexistence précoce de plusieurs minorités religieuses, solidement implantées et très importantes numériquement. Il s'agissait en particulier de chrétiens

3. Un récit détaillé des pourparlers relatifs à l'élection du candidat français au trône de Pologne est donné dans NOAILLES, Emmanuel de, *Henri de Valois et la Pologne en 1572*, 3 vol., Paris, Michel Lévy, 1867. Voir également SERWAŃSKI, Maciej, *Henryk III Walezy w Polsce. Stosunki polsko-francuskie w latach 1566-1576* [*Henri III Valois en Pologne. Les relations polono-françaises dans les années 1566-1576*], Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 1976.

4. Pour un aperçu de l'histoire générale de ces territoires, voir la bibliographie présentée dans : ALEKSJUN, Natalia et alii, *Histoire de l'Europe du Centre-Est...*, op. cit.

orthodoxes, héritiers de la *Rus'* de Kiev médiévale, dont les territoires occidentaux avaient été rattachés au cours du ^{xiv}^e siècle à la Couronne polonaise ou à la grande-principauté de Lituanie⁵. Encore au milieu du ^{xvi}^e siècle, près des trois quarts de la population lituanienne étaient ainsi composés de chrétiens « de rite grec » avec plus de deux millions de fidèles appelés « Ruthènes » (*Rusini* en polonais) par référence à l'ancienne grande-principauté orthodoxe fondée par les souverains kiéviens⁶. Une telle situation démographique a conduit les monarques catholiques à reconnaître de droit le fait que les élites se rattachaient à deux versions différentes du christianisme, ceci afin de s'assurer le soutien de la noblesse locale dans le gouvernement de ce vaste territoire. C'est pourquoi, malgré des restrictions imposées au culte orthodoxe, la noblesse de rite grec a pu progressivement obtenir les mêmes droits politiques que les nobles catholiques à travers un processus qui s'est achevé sous le règne de Sigismond II Auguste (1548-1572)⁷.

Aux côtés des orthodoxes, l'espace polono-lituanien accueillait également des communautés non-chrétiennes avec leurs structures religieuses propres. Cela concernait tout d'abord les populations juives dont les premières implantations importantes remontaient au ^{xiii}^e siècle⁸. En Lituanie existaient même quelques communautés caraïtes – représentantes d'un courant du judaïsme qui rejetait la tradition talmudique – venues de Crimée au cours du ^{xiv}^e siècle. De même, y vivaient les Arméniens qui, sans doute depuis 1364, disposaient d'un archevêché à L'viv. Enfin, des Tatares musulmans, arrivés en Lituanie suite aux luttes intestines entre les clans de la Horde d'Or, possédaient leurs propres mosquées dans les faubourgs de Vilnius, à Minsk, à Navahrudak et dans plusieurs autres petites localités lituaniennes⁹.

5. L'une des meilleures synthèses sur ce point reste CHODYNICKI, Kazimierz, *Kościół prawosławny a Rzeczpospolita Polska : zarys historyczny 1370-1632* [*L'Église orthodoxe et la République polonaise : étude historique 1370-1632*], Varsovie, Kasa im. Mianowskiego-Instytut popierania nauki, 1934. Voir également SENYK, Sophia, *A History of the Church in Ukraine*, v. 2: *From 1300 to the Union of Brest*, Rome, PIO, 2011.

6. La forme latine *Ruteni* est apparue pour la première fois vers la fin du ^{xv}^e siècle pour qualifier les habitants de la *Rus'* de Kiev. Voir PRITSAK, Omeljan, « The Origins of the name *Rūs/Rus'* », dans : *Passé turco-tatar, présent soviétique. Études offertes à Alexandre Bennigsen*, LEMERCIER-QUELQUEJAY, Chantal, VEINSTEIN, Gilles, WIMBUSH, Enders (éd.), Paris/Louvain, Peeters/EHESS, 1986, p. 45-65.

7. L'évolution du statut juridique des orthodoxes polono-litaniens est analysée dans : ĆWIKŁA, Leszek, *Polityka władz państwowych wobec Kościoła prawosławnego i ludności prawosławnej : w Królestwie Polskim, Wielkim Księstwie Litewskim oraz Rzeczypospolitej Obojga Narodów (1344-1795)* [*La politique des pouvoirs officiels à l'égard de l'Église orthodoxe et de la population orthodoxe : dans le royaume de Pologne, la grande-principauté de Lituanie ainsi que dans la République polono-lituanienne (1344-1795)*], Lublin, Wydawnictwo KUL, 2006.

8. ZAREMSKA, Hanna, « Początki żydowskiej obecności i osadnictwa na ziemiach polskich (X-XVw.) [Les débuts de la présence et de l'implantation juives sur les territoires polonais (^x^e-^{xv}^e siècle)] », dans : *Atlas historii Żydów polskich*, SIENKIEWICZ, Witold (éd.), Varsovie, Demart, 2010, p. 23-57.

9. KONOPACKI, Artur, *Życie religijne Tatarów na ziemiach Wielkiego Księstwa Litewskiego w XVI-XIX wieku* [*La vie religieuse des Tatares sur le territoire de la grande-principauté de Lituanie aux ^{xvi}^e-^{xix}^e siècles*], Varsovie, WUW, 2010, p. 212-216.

Cette esquisse suffit à montrer qu'en Pologne-Lituanie se manifestaient déjà, dès le ^{xiv}^e siècle et à une échelle locale, certains phénomènes qui ont été décrits par Heinz Schilling et Wolfgang Reinhard à l'intérieur du paradigme de la *confessionnalisation* et présentés comme une nouveauté des ^{xvi}^e-^{xvii}^e siècles¹⁰. En premier lieu, cela renvoyait à l'expression nette des identités religieuses mentionnées explicitement dans les actes et dans les règlements destinés à définir les droits reconnus à chacune des communautés. De cette manière, ce processus de distinction associait les différences culturelles aux particularismes juridiques façonnés par les privilèges accordés par le prince ou les seigneurs locaux sur leurs domaines privés. Il faudrait y ajouter une forme de mobilisation des structures religieuses par les pouvoirs politiques dans l'administration locale des populations, qu'il s'agisse des sujets catholiques ou des représentants des différentes minorités.

Un tel décalage chronologique explique pourquoi l'arrivée de la Réforme en Pologne-Lituanie – d'abord dans sa version luthérienne par le biais de marchands et d'artisans allemands installés dans les villes de la Prusse royale et de la Grande-Pologne – n'a pas été perçue au départ comme une révolution mais comme l'implantation d'une nouvelle religion communautaire (celle des « Saxons ») qui venait s'ajouter aux autres minorités déjà présentes sur ce territoire. Malgré une série d'édits contre les protestants, le roi Sigismond I^{er} s'est rallié progressivement à une position pragmatique permettant l'exercice du nouveau culte là où ses adeptes étaient largement majoritaires. En 1525, il a même reçu l'hommage du dernier grand maître des chevaliers teutoniques, Albrecht de Brandebourg, après sa conversion au luthéranisme, lui accordant les droits héréditaires sur les terres de l'ordre, transformés en un duché de Prusse¹¹.

Le deuxième élément essentiel pour comprendre les origines de l'acte de 1573 se trouve dans la place occupée par les nobles sur l'échiquier politique et social polono-lituanien¹². À la suite des différents compro-

10. LOTZ-HEUMANN, Ute, « The Concept of "Confessionalization": a Historiographical Paradigm in Dispute », *Memoria y Civilización*, 4 (2001), p. 93-114; SCHILLING, Heinz, « Confessionalization: Historical and Scholarly Perspectives of a Comparative and Interdisciplinary Paradigm », dans *Confessionalization in Europe 1555-1700 : Essays in Honor and Memory of Bodo Nischan*, HEADLEY, John M., HILLERBRAND Hans J., PAPALAS Anthony J. (éd.), Aldershot, Ashgate, 2004, p. 21-36. Certains auteurs, comme Alfons Brünig, rappellent toutefois que la transposition du paradigme de la confessionnalisation sur les chrétiens de rite oriental exige des nuances, car le terme même de confession ne devient opératoire pour ces Églises qu'à partir de la fin du ^{xvii}^e siècle (BRÜNING, Alfons, « Confessionalization in the Slavia Orthodoxa (Belorussia, Ukraine, Russia)? – Potential and Limits of a Western Historiographical Concept » dans *Religion and the Conceptual Boundary in Central and Eastern Europe : Encounters of Faiths*, BREMER, Thomas (éd.), New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 66-97).

11. En 1561, une solution semblable a été choisie par le dernier maître des chevaliers Porte-Glaive, Gotthard Kettler, qui s'est converti au luthéranisme pour devenir le premier duc de Courlande, vassal du roi de Pologne.

12. KNOLL, Paul W., « Religious toleration in sixteenth century Poland : political realities and social constraints », dans *Diversity and Dissent. Negotiating Religious Difference in*

mis consentis par la monarchie aux élites seigneuriales pour assurer leur loyauté et limiter les tendances centrifuges dans les divers territoires, la noblesse est parvenue à mettre en place une sorte de gouvernement par contrat entre leur organe représentatif (la Diète) et la monarchie qui, tout en maintenant son caractère héréditaire, prit à partir de 1573 la forme d'un système électif¹³. Contrairement aux autres couches de la population, la noblesse disposait ainsi de véritables droits politiques et jouissait de vastes libertés face à l'autorité royale.

Ce rapport de force singulier s'est transposé dans le domaine religieux à partir des années 1540, quand une part importante des élites locales a commencé à se convertir au calvinisme, en Pologne et plus encore sur le territoire lituanien¹⁴. Dès lors, l'un des principaux points de discorde est né de la confrontation avec les tribunaux de l'Église catholique. En condamnant des représentants de la noblesse pour hérésie, les officialités pouvaient ajouter à l'excommunication la peine d'infamie qui était exécutée par les instances laïques, entraînant la perte des biens et des droits nobiliaires pour les individus concernés. Tout naturellement, la noblesse non catholique tentait alors de limiter l'emprise de la juridiction ecclésiastique pour échapper à de telles situations¹⁵. Ce problème a acquis une nouvelle résonance sur la scène politique grâce au cas d'un ancien chanoine de Przemyśl, Stanisław Orzechowski, issu de la petite noblesse locale. Petit-fils d'un prêtre ruthène par sa mère, il avait dénoncé dès les années 1540 la règle du célibat sacerdotal, qu'il accusait d'être à l'origine de nombreux abus, et, en 1551, avait fini par se marier lui-même à la fille d'un noble de Cracovie dans le temple calviniste de Łęcin¹⁶. Déposé et excommunié par son évêque, Orzechowski, qui continuait à clamer sa fidélité au catholicisme, n'a pas hésité à faire appel aux différentes diétines et à la Diète pour défendre sa

Central Europe, 1500-1800, LOUTHAN, Howard, COHEN, Gary B. and SZABO, Franz A. J. (éd.), New York/Oxford, Berghahn Books, 2016, p. 30-52.

13. Pour un aperçu d'ensemble de la problématique voir, par exemple, le recueil d'articles d'Anna SUCHENI-GRABOWSKA : *Wolność i prawo w staropolskiej koncepcji państwa* [La liberté et le droit dans la conception de l'État de l'ancienne Pologne], Varsovie, Muzeum historii Polski, 2009.

14. JOBERT, Ambroise, *De Luther à Mohila : la Pologne dans la crise de la chrétienté, 1517-1648*, Paris, Institut d'études slaves, 1974 ; JARMIŃSKI, Leszek, *Bez użycia siły. Działalność polityczna protestantów w Rzeczypospolitej u schyłku XVI wieku* [Sans employer la force. L'activité politique des protestants dans la République polono-lituanienne à la fin du XVI^e siècle], Varsovie, Semper, 1992 ; LIEDKE Marzena, *Od prawosławia do katolicyzmu : ruscy możni i szlachta Wielkiego Księstwa Litewskiego wobec wyznań reformacyjnych* [De l'orthodoxie au catholicisme : les puissants et la noblesse ruthènes de la grande-principauté de Lituanie face aux confessions réformées], Białystok, Uniwersytet w Białymstoku, 2004.

15. Outre les questions propres à la juridiction spirituelle de l'Église catholique ressortaient également les aspects financiers puisque les « apostats » refusaient généralement de s'acquitter des redevances dues au clergé.

16. JOBERT, Ambroise, *De Luther à Mohila...*, op. cit., p. 67-69 ; « Orzechowski Stanisław (1513-1566) », *Polski słownik biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], t. 24, Cracovie, Polska Akademia umiejętności-Polska Akademia nauk. Instytut historii, 1979, p. 287-292.

cause. Ses diatribes contre le droit de la justice ecclésiastique de statuer sur la personne et sur les biens d'un noble ont su trouver de nombreux relais à la Diète. En mars 1552, face à l'agitation croissante suscitée par ces débats, le roi Sigismond II Auguste et les évêques catholiques se sont résolus à accepter la requête des nonces de la noblesse qui, sans la nommer, introduisait la tolérance dans la pratique judiciaire de l'État : les tribunaux épiscopaux conservaient le droit de condamner pour hérésie mais les officiers royaux ne pouvaient plus être saisis pour exécuter les sentences. Il faut toutefois remarquer que ce compromis était défini non comme une suppression de la juridiction épiscopale sur les affaires séculaires de la noblesse mais comme sa suspension temporaire. C'est pourquoi, même si la pratique elle-même a été ensuite reconfirmée à l'occasion des Diètes successives, le sujet continuait à soulever des discussions animées sans aboutir à une issue satisfaisante pour les deux camps¹⁷.

Le texte de la *Confédération de Varsovie* était donc une sorte de confirmation explicite d'une pratique déjà en place depuis vingt ans et qui reflétait trois tendances distinctes : les aspirations de l'élite nobiliaire à contrôler l'exercice de l'autorité royale, sa volonté de limiter l'emprise temporelle de l'Église catholique et, enfin, les tensions internes entre les magnats et la noblesse moyenne, soucieuse de son autonomie locale. Ce dernier phénomène se reflétait dans la défense de la liberté de religion par une partie importante des députés catholiques, dont les motifs s'expliquaient par la défense des prérogatives communes à toute la noblesse, dans l'intention de renforcer leur propre position face à l'emprise des grandes familles¹⁸. De plus, l'accord de 1573 est né au cours d'un interrègne survenu après le décès de Sigismond II Auguste sans héritier, ouvrant la succession polonaise à une élection dont les principaux candidats étaient des étrangers, parmi lesquels ressortaient les personnes de l'archiduc Ernest d'Autriche et de Henri de Valois, tous deux connus pour leur fervent attachement à la religion catholique. Aux côtés des problèmes liés à ses divisions internes, l'assemblée se devait donc de garantir qu'un nouveau roi, peu accoutumé aux pratiques locales, ne bouleverse pas les équilibres politiques et religieux instaurés dans la République.

Puisque la fonction principale de la Diète de convocation réunie en janvier 1573 était d'organiser l'élection du nouveau souverain, toute la première partie de l'acte de la *Confédération de Varsovie* a été consacrée à ce point et les questions véritablement religieuses ne sont apparues que dans la seconde partie du document. Celui-ci est connu dans deux versions : la première rédigée le 28 janvier 1573 et la seconde établie en mai à l'occasion

17. GODLEWSKI, Łukasz, « Spory szlachty o dziesięciny i jurysdykcję duchownych na sejmach egzekucyjnych 1562-1565 [Les débats de la noblesse sur la dîme et la juridiction du clergé dans les Diètes d'exécution des années 1562-1565] », *Białostockie Teki Historyczne*, 11 (2013), p. 51-70.

18. SALMONOWICZ, Stanisław, « Geneza i treść uchwał konfederacji warszawskiej [Genèse et contenu des décisions de la Confédération de Varsovie] », *Odrodzenie i Reformacja w Polsce*, 19 (1974), p. 15.

de la Diète d'élection mais en conservant la date du premier document¹⁹. Les deux rédactions, presque identiques, se distinguent toutefois par l'insertion du passage relatif aux bénéfices ecclésiastiques de rite grec²⁰. Cet ajout démontre que l'attention principale des rédacteurs se portait sur la situation des protestants mais que, dans sa version finale, le texte entendait devenir un acte général censé réguler les rapports entre les principales confessions chrétiennes de la République.

L'histoire du document comporte encore deux autres éléments significatifs. Tout d'abord, même si par la suite la majorité des prélats catholiques ont continuellement contesté la validité juridique de cet accord²¹, ce dernier a été préparé par une commission mixte protestante et catholique, composée de quinze individus et coordonnée par l'évêque de Cujavie Stanisław Karnkowski²². Le résultat de leur travail apparaissait donc comme le fruit de concessions entre chacun des camps. D'autre part, malgré les précautions prises par les non catholiques, Henri de Valois a finalement refusé de confirmer l'acte préparé par la Diète et s'est limité, par le texte qui prit ensuite le nom d'*Articles henriciens*, à promettre de veiller à la paix entre ses différents sujets *in causa religionis*. Le document n'a donc obtenu sa pleine valeur juridique qu'en 1576 avec l'élection du roi Étienne Báthory qui a confirmé les articles de son prédécesseur en acceptant de les inscrire dans les constitutions de la Diète²³. À partir de cette date, le texte a été confirmé par chaque nouveau souverain à l'occasion de son élection. De même, en 1588, le texte traduit en ruthène a été intégré au *III Statut lituanien*, qui était le code législatif de la grande-principauté, appliqué par l'administration du souverain et les cours locales²⁴. Malgré ces balbutiements ini-

19. SIEMIŃSKI, Józef, « Drugi akt konfederacji warszawskiej 1573 r. [Le second acte de la Confédération de Varsovie de 1573] », *Rozprawy Wydziału historyczno-filozoficznego*, II/42 (1930), p. 527-552.

20. « De même, les bénéfices des églises grecques doivent être donnés à des personnes de la foi grecque. » (ici et plus loin, la traduction du texte est donnée d'après la version publiée dans KOT, Stanisław, *Humanizm i Reformacja w Polsce : wybór źródeł dla ćwiczeń uniwersyteckich* [Humanisme et Réforme en Pologne : choix des sources pour les exercices universitaires], L'viv, Zakład narodowy im. Ossolińskich, 1927, p. 424-427. Elle est reprise avec ses traductions dans KOROLKO, Mirosław, TAZBIR, Janusz (éd.), *Konfederacja warszawska 1573 roku. Wielka karta polskiej tolerancji* [La Confédération de Varsovie de 1573. La grande charte de la tolérance polonaise], Varsovie, PAX, 1980).

21. KOROLKO, Mirosław, *Klejnot swobodnego sumienia. Polemika wokół Konfederacji warszawskiej w latach 1573-1658* [Le trésor de la liberté de conscience. La polémique autour de la Confédération de Varsovie dans les années 1573-1658], Varsovie, pax, 1974.

22. SALMONOWICZ, Stanisław, « Geneza... », p. 14. La rédaction finale comporte 98 signatures et 206 sceaux (*Archiwum Główne Akt Dawnych w Warszawie, Zbiór dokumentów pergaminowych* [Archives centrales des actes anciens à Varsovie, Collection des documents sur parchemin], sygn. 4467).

23. *Ibid.*, p. 20; *VOLUMINA LEGUM. Przedruk zbioru praw staraniem XX. Pijarów w Warszawie od roku 1732 do roku 1782 wydanego*, t. 2, Saint-Petersbourg, Jozafat Ohryzki, 1859, p. 150.

24. Le texte figure dans le 3^e article de la 3^e section du Statut. Voir ПАШКОУ Генадзь П., БЯЛОВА Таццяна У. et alii (éd.), *Вялікае княства Літоўскае: Энцыклапедыя* [La grande-principauté de Lituanie : encyclopédie], t. 3, Minsk, БелЭн, 2010, p. 571-572.

tiaux, la *Confédération de Varsovie* est devenue rapidement une loi générale qui s'étendait à l'ensemble du territoire polono-lituanien.

Entre pluralisme et privilèges nobiliaires

Quelles étaient donc la nature des droits garantis par ce compromis et les pratiques qui en découlaient ? De fait, la *Confédération* reformulait la décision royale de 1552 relative à la juridiction du clergé catholique, répétant l'impossibilité pour quiconque de porter atteinte à la personne ou aux biens d'un noble pour des raisons de différence de religion et autorisant par cette même disposition les représentants de la noblesse à exercer le culte de leur choix sur leurs domaines privés. Le texte soulignait toutefois :

« Nous n'entendons pas cependant par cette confédération déroger à l'autorité des seigneurs, tant spirituels que temporels, sur leurs sujets et nous maintenons l'obéissance des sujets envers leurs seigneurs. Bien plus si quelque licence se produisait *sous prétexte de religion*, tout seigneur pourrait, comme cela a toujours eu lieu, punir selon sa conscience le sujet désobéissant, *tant dans le domaine spirituel que temporel*. »

Que faut-il comprendre derrière cette formule ? S'il est incontestable que la noblesse apparaissait comme l'auteur et le principal bénéficiaire de cette Constitution, il est plus délicat de saisir son impact sur le reste de la population²⁵. Certains spécialistes ont pu y voir l'expression d'une « confessionnalisation » locale, une sorte de paix d'Augsbourg, transposée à l'échelle de la juridiction seigneuriale. D'autres ont prétendu que, dans la pratique, les propriétaires terriens, soucieux de leurs intérêts économiques, se montraient peu enclins à imposer de réelles contraintes religieuses à leurs dépendants²⁶.

Si une réponse unanime se révèle impossible car la situation variait en fonction de l'échelle spatiale et des catégories nobiliaires considérées, certaines régions ont pu connaître une transformation rapide de leurs structures religieuses. Ainsi, en 1609, l'évêque latin de Vilnius Benedykt Wojna prétendait que son diocèse qui couvrait une grande partie du territoire lituanien avait perdu en un demi-siècle près de la moitié de ses paroisses en raison de la diffusion du protestantisme²⁷. Même si les estimations du prélat laissent incontestablement la place à l'exagération, les études locales menées pour le diocèse de Vilnius de la seconde moitié du XVI^e siècle semblent confirmer un net déclin des sanctuaires latins, fermés ou transformés en temples par les patrons calvinistes²⁸. D'autres seigneurs profitaient

25. Sur ce point, voir également les développements proposés par BRÜNING, Alfons, *Unio non est unitas...*, op. cit., p. 352-366.

26. Les origines de ce débat sont résumées dans SALMONOWICZ, Stanisław, « Geneza... », art. cité, p. 24-27.

27. RABIKAUŠKAS, Paulius (éd.), *Relationes status dioecesium in Magno Ducatu Lituaniae*, t. 1, Rome, 1971, p. 39.

28. Ochmański, Jerzy, « Powstanie, rozwój i kryzys sieci parafialnej w diecezji wileńskiej od chrystianizacji Litwy w roku 1387 do przełomu XVI/XVII wieku [Naissance, développe-

de ces privilèges pour consolider leurs fondations. En témoigne l'acte établi en 1607 par le fils du voïvode de Vicebsk, Stanisław Kiszka, qui confirmait la fondation sur sa propriété de Khowkhlava (au nord de Minsk) une nouvelle Église de rite grec dont le prêtre et le diacre devaient être financés par l'ensemble des dépendants du domaine, y compris ceux de rite latin²⁹.

Dans les villes royales organisées sur le modèle du droit urbain allemand – le plus souvent celui de Magdebourg – le droit de patronage princier sur les sanctuaires était généralement délégué aux conseils municipaux locaux. Leur attitude à l'égard des minorités dépendait alors du rapport de force démographique entre les représentants des confessions concurrentes et de la place de ces derniers dans le gouvernement urbain³⁰. Le cas des grandes cités était toutefois relativement complexe car elles rassemblaient plusieurs juridictions concurrentes aux limites souvent disputées. Ici, il paraît intéressant de déplacer le regard depuis le face-à-face entre catholiques et protestants vers les chrétiens orientaux ruthènes, divisés à partir de 1595 entre les partisans et les opposants du rattachement à Rome. En effet, cette année à Rome puis l'année suivante au synode métropolitain de Brest, l'épiscopat ruthène avait proclamé le passage de la métropole orthodoxe de Kiev sous l'obédience pontificale, donnant naissance à une institution qui a été connue par la suite comme l'Église uniate ruthène³¹. Celle-ci conservait le rite oriental tout en acceptant certaines reformulations dogmatiques pour se conformer aux enseignements romains. Au lendemain de l'Union, le 15 décembre 1596, le roi Sigismond III avait déclaré que le clergé ruthène uni à Rome était désormais le seul représentant de la religion dite « de rite grec », plaçant dans une situation d'illégalité de fait tous les clercs et les laïcs orthodoxes, hostiles à l'Union et décidés à se maintenir dans l'obédience du patriarcat de Constantinople³². Dans ce contexte et

ment et déclin du réseau paroissial dans le diocèse de Vilnius, depuis la christianisation de la Lituanie en 1387 jusqu'à la charnière des XVI^e/XVII^e siècles] », *Roczniki Humanistyczne*, 38/2 (1990), p. 23-60.

29. Описание рукописного отделения Виленской публичной библиотеки [Inventaire du département des manuscrits de la Bibliothèque publique de Vilnius], t. 3, Vilnius, A. G. Сыркин, 1898, n° 51, p. 108.

30. Il est intéressant ici de comparer le cas de L'viv, dominé par les élites catholiques (Капраль, Мирон, *Національні громади Львова XVI–XVIII ст. (соціально-правові взаємини)* [Les communautés nationales de L'viv XVI^e-XVIII^e siècles (relations socio-juriques)], L'viv, ЛНУ/НАН України, 2003) et celui de Kiev dont le corps municipal était dominé par les orthodoxes (Білоус, Наталя, *Київ наприкінці XV – в першій половині XVII ст. Міська влада і самоврядування* [Kiev à la fin de la fin du XV^e siècle jusqu'à la première moitié du XVI^e siècle. Pouvoir urbain et gouvernement local], Kiev, « Кисво-Могилянська академія », 2008, p. 124-126).

31. Pour la très vaste bibliographie du sujet, nous renvoyons le lecteur à la dernière synthèse sur les évolutions de l'Église ruthène de cette période : Gil, Andrzej, SKOCZYŁAS, Ihor, *Kościół wschodnie w państwie polsko-litewskim w procesie przemian i adaptacji : metropolia kijowska w latach 1458-1795* [Les Églises orientales dans l'État polono-lituanien, en voie de transformation et d'adaptation : la métropole de Kiev dans les années 1458-1795], Lublin, IEŚW, 2014.

32. WELYKYJ, Athanasius (éd.), *Documenta Unionis Berestensis eiusque auctorum (1590-1600)*, Rome, P.P. Basiliani, 1970, n° 250, p. 392-396.

alors même que les Ruthènes avaient occupé une place secondaire dans les débats préparatoires du compromis de 1573, la *Confédération de Varsovie* est devenue pour l'opposition antiunioniste un point de référence essentiel pour garantir le maintien du culte orthodoxe. Plusieurs seigneurs ruthènes mais aussi des protestants ont pu accueillir sur leurs domaines privés des desservants chassés de leurs paroisses par l'épiscopat passé à l'Union. De même, de grandes familles orthodoxes ont souvent été à l'origine de nouvelles fondations destinées à compenser la perte des lieux de culte, récupérés par le clergé uniate³³.

Le cas de Vilnius donne une illustration détaillée de l'imbroglio juridictionnel entraîné par ce schisme local. Puisque la capitale lituanienne était l'un des principaux sièges de la métropole de Kiev et était étroitement surveillée par l'administration princière, les églises et les monastères ruthènes de la ville avaient été transférés aux représentants du métropolite uniate. Pourtant la confrérie ruthène qui avait été créée à la fin des années 1580 auprès du monastère de la Sainte-Trinité et qui regroupait plusieurs familles marchandes de la cité continuait à exprimer farouchement son attachement à Constantinople³⁴. Pour subvenir aux besoins de la communauté orthodoxe de la capitale lituanienne, dépourvue de lieu de culte, l'épouse ruthène du voïvode de Smolensk lui accorda dès 1597 une parcelle urbaine destinée à la construction d'une église et d'un monastère de rite grec, placée sous le patronage du Saint-Esprit³⁵. Alors que le nouvel édifice se trouvait en plein cœur de la cité et à une centaine de mètres à peine de l'ancien monastère de la Sainte-Trinité, devenu uniate, toutes les tentatives des autorités ecclésiastiques ou municipales pour fermer le sanctuaire se sont révélées peu efficaces. De fait, celui-ci était situé sur un terrain privé d'une grande famille de la noblesse, et formait ainsi une enclave juridique. Seuls des membres de la confrérie ont pu être poursuivis en justice au nom de leur rattachement à la juridiction municipale mais là encore sans véritables résultats. Il est toutefois important de remarquer que, dans les pièces des procès intentés contre la confrérie orthodoxe, cette dernière prenait généralement le soin de mentionner explicitement la *Confédération de Varsovie*, alors que l'accusation tentait de déplacer le débat religieux sur un terrain moins équivoque que la question de la liberté de culte, en repro-

33. Le plus souvent il s'agissait de fondations monastiques *ex nihilo* ou autour de petits sanctuaires préexistants (KEMPA, Tomasz, « Fundacje monasterów prawosławnych w Rzeczypospolitej w pierwszej połowie XVII wieku [Les fondations des monastères orthodoxes dans la République au cours de la première moitié du XVII^e siècle] », dans *Życie monastyczne w Rzeczypospolitej*, MIRONOWICZ, Antoni, PAWLUCZUK, Urszula, CHOMIK, Piotr (éd.), Białystok, Zakład Historii Kultur Pogranicza Instytutu Socjologii Uniwersytetu w Białymstoku, 2001, p. 76, 101).

34. KEMPA, Tomasz, « Wileńskie bractwo Św. Ducha jako centrum obrony prawosławia w Wielkim Księstwie Litewskim w końcu XVI i w pierwszej połowie XVII w. [La confrérie de Saint-Esprit de Vilnius, comme centre de défense de l'orthodoxie dans la grande-principauté de Lituanie à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle] », *Białoruskie Zeszyty Historyczne*, 21 (2004), p. 47-69.

35. *Ibid.*, p. 53.

chant aux orthodoxes la trahison au profit du voisin moscovite ou le crime de lèse-majesté puisqu'ils refusaient d'obéir aux décrets du souverain³⁶.

De tels subterfuges montrent que le cadre fixé par le texte de 1573 a permis d'écarter la violence religieuse de la sphère publique en transférant le pouvoir de régulation aux individus et aux institutions détentrices du droit de patronage (notamment à travers le droit de collation) et en limitant l'action judiciaire des autorités ecclésiastiques au domaine spirituel. Pour autant, l'institutionnalisation de cette forme de tolérance prenait l'aspect d'un privilège statutaire puisque seuls les nobles pouvaient jouir de plein droit de la liberté de culte. Parmi les autres couches de la population, seules les autorités locales des villes royales disposaient d'attributions voisines. Toutefois elles ne constituaient pas ici un droit irrévocable mais un privilège qui était consenti par le monarque au nom de son propre *ius patronatus* et était susceptible d'être aboli³⁷.

Les limites d'un compromis inabouti

S'il apparaît plus exact de lire la *Confédération de Varsovie* comme un témoignage du poids politique de la noblesse polono-lituanienne plutôt que d'y voir une expression balbutiante de la liberté de conscience, il n'en reste pas moins que le document a su façonner rapidement un imaginaire qui, dans l'esprit des contemporains, faisait de la République une forme d'exception sur la carte de l'Europe moderne. Cela s'expliquait en partie par le caractère trop général du texte qui énonçait une règle sans prendre la peine de la compléter d'un appareil juridique capable de fixer avec précision les modes d'exercice et les limites de la tolérance religieuse concédée à la noblesse.

C'est pourquoi, les modes de la coexistence communautaire en Pologne-Lituanie ont souvent été examinées et dénoncées par les contemporains à partir de l'observation des pratiques quotidiennes. Même les auteurs protestants, comme le luthérien Thomas Lansius, n'hésitaient pas à porter un regard critique sur la situation religieuse de la République qui, selon eux, ouvrait ses portes à des sectes et aux cultes contraires à la religion chrétienne³⁸. D'autres s'étonnaient de voir des prélats catholiques assis à la

36. Voir, par exemple, le procès intenté en 1597 contre le marchand orthodoxe Jan Poroszko : Спрогис, Иван Я., « Попытка Виленского магистрата обвинить одного из братчиков Виленского православного Св. Троицкого братства в государственной измене (1597 г.) [La tentative de la municipalité de Vilnius d'accuser l'un des confrères de la confrérie orthodoxe de la Sainte-Trinité de Vilnius du crime de haute trahison (1597)] », dans *300-летний юбилей Виленского Св.-Духов. Братства и построенного им во имя Св. Духа храма*, Vilnius, Типография Св. дух. Братства, 1897, p. 114-130.

37. L'une des meilleures illustrations de ce phénomène provient du cas de Vicebsk qui a reçu le privilège du droit de Magdebourg en 1597, l'a perdu en 1623 à la suite d'une insurrection qui a conduit à l'assassinat de l'archevêque uniéte Jozafat Kuncewicz, avant de le retrouver à nouveau en 1644.

38. En 1620, il clamait ainsi : « Nam ut de religione christiana primum loquar ; quot ea superstitionem & errorum monstris deturpatur a Polonis ? [...] Mahumetani Tartari,

même table que les protestants ou des hiérarques orthodoxes être invités à des mariages de parents d'évêques uniates avec lesquels ils menaient des disputes acharnées³⁹. Dans les faits, tous ces usages apparemment étranges pour les observateurs extérieurs étaient bien moins la conséquence d'une quelconque tolérance institutionnalisée que l'expression d'une sociabilité nobiliaire partagée par les adeptes des différentes confessions et forgée depuis la fin de l'époque médiévale par l'expérience de la diversité religieuse. Cette dernière était non seulement le fruit des conversions, comme en Occident, mais aussi des redécoupages territoriaux successifs survenus dans cette partie de l'Europe. La cohésion des élites prenait appui sur la notion de liberté nobiliaire, elle-même érigée en principe, et non sur le contenu précis de cette liberté. Sur ce point, il faut souligner que les barrières confessionnelles devenaient d'autant plus poreuses qu'on s'élevait dans les hiérarchies sociales. Le cas des mariages mixtes révèle en effet que ceux-ci étaient bien plus fréquents dans les familles des magnats que dans la petite ou la moyenne noblesse qui montraient une attitude plus conservatrice⁴⁰.

Dans le même temps, les larges prérogatives reconnues aux patrons fragilisaient la pérennité du paysage religieux qui, du moins en théorie, pouvait évoluer suite aux actions de tout seigneur doté du droit de collation. Cet aspect constitue incontestablement l'un des facteurs du recul rapide du protestantisme polono-lituanien au cours du XVII^e siècle. Même si le processus était loin de suivre une voie linéaire, ce basculement s'est fait principalement au moyen de conversions vers le catholicisme depuis les grandes familles magnatiques jusqu'aux représentants plus modestes de la noblesse, insérés dans leurs réseaux de clientèle⁴¹. Cette évolution a été initiée par la politique du roi Sigismond III, défenseur zélé de l'Église catholique, et étayée par l'action des missionnaires post-tridentins⁴². En effet, le

infames ritus prope summa licentia observant [...]. Neque hisce tamen profanis & misellis diis finiunt idolomaniam suam : cum aliquibus in locis Russiæ, Lituaniæ ac Samogitiæ, agrestis pebs in honorem Diaboli etiam solennes epulas sub finem mensis octobris instituat » (F. A. D. W. *Consultationis de principatu inter provincias Europæ, Editio Secunda : priori emaculatio & auctior : opera & studio Thomæ Lansii*, Tübingen, Eberhard Wild, 1620, p. 616-617 ; cité dans TAZBIR Janusz, *Polskie i obce opinie o konfederacji warszawskiej* [Les opinions polonaises et étrangères sur la Confédération de Varsovie], *Odrodzenie i Reformacja w Polsce*, 19 (1974), p. 154).

39. DOVBISCENKO, Mixailo, « La proclamation de l'Union et les controverses religieuses en Volhynie (fin du XVI^e siècle – première moitié du XVII^e siècle) : mythes et réalités », *Dix-septième siècle*, 220/3 (2003), p. 497.

40. Pour la noblesse de Volhynie et de la région de Kiev de la période 1581-1615, Natalja Jakovenko estime que près de la moitié (49 %) des unions princières se faisaient entre individus de confessions différentes alors que cette proportions n'atteignait qu'un sixième (16 %) dans les rangs de la petite et de la moyenne noblesse de ces régions (ЯКОВЕНКО, Наталя, *Паралельний світ : дослідження з історії уявлень та ідей в Україні XVI-XVII ст.* [Monde parallèle : recherches sur l'histoire des phénomènes et des idées dans l'Ukraine des XVI^e-XVII^e siècles], Kiev, Критика, 2002, p. 36).

41. LIEDKE Marzena, *Od prawosławia do katolicyzmu...*, p. 146-155.

42. Pour le détail du contexte politique et de son évolution voir les chapitres IV et V dans KEMPA, Tomasz, *Wobec Kontrreformacji...*

roi veillait à nommer aux principales dignités du royaume des catholiques de rite latin, poussant les représentants de l'aristocratie protestante ou orthodoxe à rejoindre l'Église romaine pour préserver leur rang. Durant ce long règne, le nombre des sénateurs non catholiques est passé ainsi d'une quarantaine vers 1587 à six à la mort du souverain en 1632⁴³. Un tel repli s'est traduit directement sur la carte des structures religieuses non catholiques puisque, sur les 260 temples réformés de la grande-principauté de Lituanie à la fin du XVI^e siècle, seuls 46 restaient en activité en 1696⁴⁴.

Certains patrons tentaient de prendre des dispositions destinées à préserver l'appartenance confessionnelle de leurs fondations, mais elles se révélaient souvent inefficaces face aux éventuelles initiatives de leurs successeurs. L'une des illustrations de ce phénomène provient de l'église orthodoxe de Padarosk (près de Hrodna), fondée en 1636 par Maryna Kloczkówna. Pour s'assurer que le sanctuaire resterait dans l'obédience de Constantinople, la fondatrice l'avait placé sous la tutelle perpétuelle du monastère du Saint-Esprit de Vilnius, qui apparaissait à l'époque comme l'un des principaux acteurs du camp orthodoxe en Lituanie. Pourtant, en 1643, le supérieur de ce même monastère a été amené à déposer une plainte contre le propre fils de Maryna Kloczkówna et nouveau patron de l'église. Celui-ci, d'après le récit présenté par le religieux, était arrivé sur le domaine en compagnie de ses serviteurs et d'un prêtre uniате. En usant de la violence, il s'en était pris au prêtre orthodoxe du lieu, avait fait ouvrir l'édifice et avait jeté à terre l'antimension⁴⁵ posé sur l'autel, avant de transmettre le sanctuaire au prêtre uniате qui l'accompagnait⁴⁶. Ce cas démontre parfaitement la dépendance du clergé paroissial vis-à-vis des patrons laïques qui pouvaient imposer l'une ou l'autre obédience à leur desservant ou, dans le cas d'un refus, transmettre le bénéfice à un autre candidat plus conciliant. En somme, si localement l'accord de 1573 a permis de maintenir dans la République une liberté de culte dans un contexte de pluralité confessionnelle, à plus petite échelle il a accéléré la diffusion dans le pays des grandes évolutions religieuses de l'époque, assurant à terme la victoire de la Réforme catholique.

•

Si la tolérance polono-lituanienne façonnée à travers les compromis politiques du XVI^e siècle traçait les cadres d'une coexistence certes originale à l'échelle de l'Europe de cette période, elle était bien éloignée de la liberté de conscience étendue à l'ensemble des sujets du royaume. Le seul groupe

43. JOBERT, Ambroise, *De Luther à Mohila...*, op. cit., p. 209.

44. LUKŠAITĖ, Ingė, *Reformacija Lietuvos Didžiojoje Kunigaikštystėje ir Mažosioje Lietuvoje [La Réforme dans la grande-principauté de Lituanie et dans la Petite-Lituanie]*, Vilnius, Baltos lankos, 1999, p. 583-591.

45. Étoffe de soie avec l'image du Christ au tombeau et sur laquelle est célébré le sacrifice de la messe.

46. Lietuvos Mokslu Akademijos Biblioteka [Bibliothèque de l'Académie des sciences de Lituanie], Département des manuscrits, F. 264, n° 1148.

religieux qui se prononçait ouvertement en faveur de cette dernière était les antitrinitaires (appelés également « ariens » ou « frères polonais »). Leur position, qui revenait à extraire les questions religieuses du domaine d'intervention de l'État et des cadres fixés par les hiérarchies sociales⁴⁷, a pourtant été largement combattue à la fois par les catholiques et les protestants, aboutissant à leur expulsion de la République en 1658. De fait, l'interprétation du texte de la *Confédération de Varsovie* qui a triomphé dans la pratique a été celle de la noblesse catholique et protestante considérant la liberté de culte comme un privilège réservé à leur groupe social et qui ne pouvait en aucun cas concurrencer leurs droits seigneuriaux sur leurs propriétés.

L'un des effets d'une telle vision a été de limiter le texte aux seules confessions chrétiennes, et le document n'a jamais été invoqué pour la définition des droits des autres minorités établies dans la République. L'autre conséquence de cette interprétation restreinte du pluralisme, plus juridique que religieuse, a conduit à formaliser son contenu et, à terme, à le vider de son contenu, quand les guerres commencées à la fin des années 1640 ont conduit à rapprocher l'image des ennemis militaires de la République de celle de l'ennemi confessionnel. En effet, vers le milieu des années 1650, le pays a été contraint de combattre sur presque l'ensemble de ses frontières et jusqu'au cœur même de son territoire, face à des armées dont la majorité était composée d'orthodoxes (avec la révolte des cosaques zaporogues soutenue par l'intervention moscovite à partir de 1654) ou de protestants (avec l'entrée en guerre de la Suède en 1655 et de son alliée le prince de Transylvanie György Rákóczi). L'amélioration de la situation militaire, à partir de la fin des années 1660, s'est alors accompagnée d'évolutions politiques qui rappelaient davantage les compromis énoncés aux traités de Westphalie que les équilibres singuliers mis en place dans la République nobiliaire du XVI^e siècle. Les constitutions de la Diète de 1668 proclamaient ainsi : « Puisque le fondement de tous les États se situe dans le vrai culte de Dieu et dans la vraie religion, nous ne permettons à personne de déroger à la juridiction et aux privilèges des Églises orthodoxe catholique romaine et de celle de rite grec uni, et faisons le serment à l'exemple de nos aïeux de veiller à défendre cette sainte institution et ses privilèges⁴⁸ ». Par cette formulation, le document interdisait à tout sujet catholique de changer de confession et déclarait le catholicisme comme la seule confession légale. En somme, la liberté de religion restait bien une affaire réservée à l'unique corps politique de la Pologne-Lituanie – celui la noblesse – mais la définition de ce groupe passait désormais par l'appartenance au catholicisme, devenu l'un des principaux marqueurs de la loyauté des sujets envers la République.

47. Voir les thèses de Jan Crell, présentées dans son *Vindiciæ pro religionis libertate* publié à Amsterdam en 1637.

48. *VOLUMINA LEGUM. Przedruk zbioru praw staraniem XX. Pijarów w Warszawie od roku 1732 do roku 1782 wydane*, t. 4, Saint-Petersbourg, Jozafat Ohryzki, 1860, p. 482.

RÉSUMÉ

Le texte promulgué à l'occasion de la Diète de 1573, avant l'élection d'Henri de Valois au trône de Pologne, est souvent considéré comme le compromis le plus abouti dans le contexte des tensions religieuses nées de la Réforme. Il est aussi présenté comme l'expression du particularisme politique de la République polono-lituanienne qui aurait fait de la « tolérance » un véritable mode de gouvernement. Pourtant, derrière cette reconnaissance des libertés religieuses se révèle être le renforcement du pouvoir local de la noblesse à la fois par rapport aux institutions ecclésiastiques et face à l'autorité royale. L'article propose de réexaminer comment cet État a su se préserver, pour un temps, des déchaînements de la violence confessionnelle en déplaçant la confrontation religieuse de la scène publique vers les juridictions des seigneurs privés et des communautés urbaines. Ce transfert implicite constitue également l'une des raisons des bouleversements survenus à la suite des guerres des années 1640-1660, qui ont fini par rendre caducs les anciens équilibres et forger l'imaginaire d'une Pologne-Lituanie définie comme un « bastion du catholicisme ».

ABSTRACT

The text promulgated on the occasion of the Diet of 1573, before the election of Henry of Valois to the throne of Poland, is often considered as the most successful compromise in the context of the religious tensions born from the Reformation. It is also presented as an expression of the political particularism of the Polish-Lithuanian Commonwealth which would have adopted "toleration" as a real model of government. However, this recognition of religious freedoms reveals the strengthening of the local power of the nobility both in relation to the ecclesiastical institutions and to royal authority. The article proposes to re-examine how this State was able, for a time, to avoid outbreaks of confessional violence by displacing the religious confrontation from the public scene to the jurisdictions of the private lords and urban communities. This implicit transfer is also one of the reasons for the upheavals that followed the wars of 1640-1660, which eventually rendered obsolete old balances and forged the imagination of a Poland-Lithuania defined as a "bastion of Catholicism".